NATIONS
UNIES

S

Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/287
8 avril 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 7 AVRIL 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'OUGANDA AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous communiquer le texte de la déclaration qui a été publiée à l'issue des entretiens quadripartites tenus du 13 au 15 mars 1997 à Entebbe (Ouganda) par les Ministres iranien, ougandais et malawien des affaires étrangères et le Premier Sous-Secrétaire d'État soudanais aux affaires étrangères.

Je vous serais obligé de bien vouloir publier le texte de cette déclaration, accompagnée de la teneur de la présente lettre, comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) SEMAKULA KIWANUKA

ANNEXE

Déclaration publiée à l'issue des entretiens quadripartites tenus du 13 au 15 mars 1997 à Entebbe (Ouganda) par les Ministres iranien, ougandais et malawien des affaires étrangères et le Premier Sous-Secrétaire d'État soudanais aux affaires étrangères

Dans le cadre des initiatives prises pour favoriser le rétablissement de la paix et de la stabilité entre la République de l'Ouganda et la République du Soudan, le Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères ougandais, M. Eriya Kategaya, a reçu le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, M. Ali Akabar Velayati, le Ministre des affaires étrangères de la République du Malawi, M. A. Nga Mtafu, et le Premier Sous-Secrétaire d'État aux affaires étrangères du Soudan, M. Ali Animeri.

Sous la présidence de M. Velayati, les personnalités ainsi réunies ont fait le point de la tentative de normalisation des relations entre le Soudan et l'Ouganda, puisque les précédents entretiens, tenus les 3 et 4 novembre 1996 à Téhéran, avaient notamment été axés sur la constitution de l'équipe de vérification prévue dans l'Accord de Khartoum (S/1996/740) en date du 9 septembre 1996. Il n'a malheureusement pas été possible de trouver de terrain d'entente, car l'Ouganda considère que l'Accord de Khartoum n'a jamais été respecté et que le Soudan doit prendre des mesures plus effectives pour en concrétiser intégralement les dispositions.

L'Ouganda a toujours été partisan de la politique du bon voisinage et il a donc fait tout ce qu'il pouvait pour établir de bonnes relations avec le Soudan, participant à toutes les tentatives de médiation qui ont été lancées, que ce soit à l'échelon le plus élevé, en Libye, en Afrique du Sud, en Autriche, ou récemment encore à Rome, ou dans le cadre de réunions ministérielles, comme à Tripoli, au Malawi, à Khartoum, à Téhéran, et maintenant à Entebbe.

Ces entretiens d'Entebbe marquent la dernière en date d'une série d'initiatives prises par divers pays pour améliorer les relations entre l'Ouganda et le Soudan — comme on vient de le dire, des entretiens au plus haut niveau se sont déjà déroulés en Libye, au Malawi, en Afrique du Sud, en Autriche et, dernièrement, à Rome, et des réunions ministérielles ont eu lieu à Tripoli, Khartoum, New York et Téhéran.

Un Accord relatif au règlement des différends et à la normalisation des relations entre la République de l'Ouganda et la République du Soudan a été signé, grâce à la médiation de l'Iran, à Khartoum en septembre 1996. Selon cet accord, les deux pays devaient pour l'essentiel :

i) Mettre chacun immédiatement fin à toutes les campagnes de propagande dirigées contre l'autre pays, que ce soit directement ou dans le cadre d'une instance;

ii) Ne plus laisser des groupes armés établir sur leur territoire des bases d'opérations contre l'autre pays;

iii) Ne pas soutenir, directement ou indirectement, les groupes armés combattant le gouvernement de l'autre pays;

iv) Désarmer et démanteler sur leur territoire respectif les bases d'opérations et de soutien logistique des groupes armés qui lancent des attaques contre l'autre pays;

v) Éloigner d'au moins 100 kilomètres de la frontière entre les deux pays tous les groupes armés qui lancent des attaques contre l'autre pays;

vi) Encourager chacun les réfugiés à revenir de leur plein gré et faciliter ce retour;

vii) Constituer une équipe de vérification composée de leurs représentants respectifs, de la République islamique d'Iran et du Malawi et de la Libye si ces deux pays l'acceptent.

L'Accord de Khartoum venait à peine d'être signé que le Soudan a lancé une série d'attaques et de bombardements en territoire ougandais :

i) Le 10 octobre 1996, les rebelles de la LRA (Armée de la résistance), qui venaient de bases au Soudan, ont attaqué St. Mary's Aboke à Apac et enlevé 149 élèves, dont 24 sont toujours retenues prisonnières, comme on l'a déjà signalé;

ii) Le 12 octobre 1996, quelque 120 rebelles du WNBF (Front de la rive occidentale du Nil) commandé par le "capitaine" Morosprang et venus de leur base soudanaise de Kaya par le Zaïre, ont franchi la frontière nord-est de ce pays à Simbiri et pénétré en territoire ougandais. Ils ont un peu plus tard attaqué la position de l'UPDF (Forces populaires ougandaises de défense) à Maracha. Mais ils ont été mis en déroute et ont dû se replier vers le Zaïre;

iii) Le 25 octobre 1996, les rebelles du WNBF ont posé sur la route reliant Koboko et Arua, à Nyori, une mine qui a explosé au passage d'un camion d'une organisation non gouvernementale. Ils ont aussi lancé à partir de leurs bases de Kaya une incursion en Ouganda contre le camp de réfugiés de Lefuli et ont mis le feu à toutes les habitations du centre commercial;

iv) Le 31 octobre 1996, les rebelles du WNBF ont essayé de faire sauter le pont d'Inve, sur la route reliant Arua à Koboko, mais l'UPDF a déjoué leurs plans;

v) Le 8 novembre 1996, une mine terrestre posée par le WNBF au centre commercial d'Okoro a explosé au passage d'un camion immatriculé UPX 057;

vi) Le 9 novembre 1996, quelque 250 rebelles de la LRA, commandé par un "général" Omona et venant d'Arua, au Soudan, ont pénétré en territoire ougandais avec beaucoup de munitions. Omona s'est enfui au Soudan le 26 janvier 1997;

vii) Le 24 janvier 1997, quelque 300 rebelles du WNBF, appuyés par l'armée soudanaise, ont lancé à partir de leur base soudanaise de Yondi, près de Kaya, une incursion à Medigo (district d'Arua). Entre le 31 janvier et le 3 février 1997, des commandos ont lancé une série d'attaques contre la mission catholique de Lodongo, qu'ils ont pillée.

Les bombardiers de l'armée soudanaise ont pénétré neuf fois dans l'espace aérien ougandais depuis octobre 1996. L'un d'entre eux a bombardé Moyo; une équipe d'enquête de l'armée iranienne, dirigée par le Vice-Ministre iranien des affaires étrangères, M. Hussein Sheikhul Islam, s'est rendue sur les lieux et doit présenter son rapport. Tout récemment encore, le 13 février 1997, deux bombardiers de l'armée soudanaise, un MIG et un Antanov, ont pénétré dans l'espace aérien ougandais à Moyo et ont largué huit bombes près des casernes de l'UPDF; ils ont manqué leur cible mais cinq bombes ont explosé et un civil a été tué et deux autres ont été blessés.

Le même jour, un appareil de l'aviation soudanaise, un Antanov, a survolé le district ougandais d'Arua et a largué trois bombes de 200 kilos sur le village d'Atolo, qui se trouve à la frontière entre l'Ouganda et le Zaïre (canton d'Oluvu, dans l'arrondissement de Maracha). Quatre civils ont été grièvement blessés par ces engins, qui ont creusé un profond cratère.

Conformément à l'Accord de Khartoum, une réunion ministérielle a été organisée les 3 et 4 novembre 1996 à Téhéran expressément pour que les Ministres des affaires étrangères signent l'Accord relatif à l'équipe de vérification. Mais la délégation ougandaise (là encore dirigée par le Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères, M. Eriya Kateyaga), faisant valoir que le Soudan n'avait pris aucune mesure manifestant publiquement qu'il avait vraiment l'intention d'appliquer l'Accord de Khartoum, a déclaré que tant qu'il en serait ainsi, l'Ouganda ne pourrait pas signer l'Accord relatif à l'équipe de vérification.

Pour l'Ouganda, la question de la sincérité du Soudan reste posée. Cet État doit faire concrètement la preuve qu'il est réellement désireux de normaliser les relations entre les deux pays, cela d'abord en remplissant les trois conditions fixées. Il est très clair que le Soudan voudrait voir signer l'Accord relatif à l'équipe de vérification, car cela lui permettrait de prendre pied en Ouganda. L'Iran le souhaite tout autant, car cela serait mis au compte de ses efforts de médiation et porté à son crédit.

Mais il faut qu'ils sachent bien l'un et l'autre que ce n'est pas parce que l'Accord relatif à l'équipe de vérification sera signé que cela mettra fin à la guerre au Soudan. Le Gouvernement soudanais croit qu'en laissant les criminels de Kony se déchaîner contre d'innocents civils au nord de l'Ouganda, il peut intimider celui-ci et le décourager d'approuver (sans les soutenir) ceux qui défendent la cause du sud du Soudan. Il ne réussira qu'à tuer quelques personnes et à mettre l'économie à mal, mais il n'empêchera pas la population de cette région de reconquérir intégralement ses droits et d'obtenir l'égalité de traitement.

Le Soudan doit manifester concrètement qu'il est décidé à appliquer l'Accord de Khartoum, et travailler sincèrement à la normalisation de ses relations avec l'Ouganda. Jusqu'à présent, il n'a pas fait la preuve de cette volonté et de sa sincérité. Bien au contraire, il a envoyé à la réunion d'Entebbe une représentation diplomatique de moindre niveau et s'est opposé à ce que le communiqué mentionne l'enlèvement des jeunes filles, alors que les parents de celles-ci et la directrice de leur école, lorsqu'ils ont été reçus par le Président de la République, ont été entendus par les Ministres iranien et malawien des affaires étrangères et son propre Premier Sous-Secrétaire d'État. L'Ouganda, estimant qu'il faut trouver une solution au conflit, est prêt à poursuivre les entretiens lorsque le Soudan se montrera pour sa part disposé à le faire et résolu à chercher sérieusement une solution.

Le Soudan a donné une nouvelle fois la preuve de son peu d'empressement à cet égard lorsque son Représentant permanent auprès de l'ONU a adressé le 13 mars 1997 au Président du Conseil de sécurité, alors même que se déroulaient ces entretiens d'Entebbe, une lettre (S/1997/223) pleine de calomnies et d'allégations sans fondement à l'encontre de l'Ouganda.

Les personnalités réunies à Entebbe se sont ensuite entretenues avec le chef de l'État ougandais, le Président Museveni, qui a réaffirmé que son pays tenait à maintenir des relations de bon voisinage avec les autres États mais a souligné que le Soudan ne respecte toujours pas l'Accord signé à Khartoum le 9 septembre 1996.

Avant la déclaration du Président Museveni, les Ministres iranien et malawien des affaires étrangères et le Premier Sous-Secrétaire d'État soudanais ont entendu les parents des 24 jeunes filles enlevées à St. Mary's Aboke à Apac et toujours retenues prisonnières à Aruu au Soudan, ainsi que la directrice de cette école, qui leur ont demandé d'intervenir pour que ces jeunes filles soient libérées et reviennent auprès des leurs en toute sécurité. L'UNICEF lui-même a lancé dans les camps du Soudan un appel au sujet de cet enlèvement, en se fondant sur le témoignage de 15 enfants qui ont pu échapper aux ravisseurs.